

La voix de l'Opposition de gauche

Hommage à Chokri Belaïd

10.02.2013

Le NPA, LO, le PCF et le PG ont participé à des rassemblements entre les 6 et le 9 février après l'assassinat de Chokri Belaïd. Le NPA a appelé à un rassemblement contre la guerre française au Mali devant le siège d'AREVA le 9.

Un seul absent (à ma connaissance) : le POI. Chokri Belaïd et son parti ne devaient pas être assez bien pour ses dirigeants.

Ayez à l'esprit en lisant les lignes suivantes que les travailleurs tunisiens se sont massivement mobilisés avant-hier pas seulement pour rendre hommage à l'un des leurs, Chokri Belaïd, mais aussi en soutien à leur révolution inachevée.

Les partis cités plus haut se sont contentés du minimum syndical, moins encore, ils n'ont pas été à la hauteur de la situation en ne mobilisant même pas leurs militants à l'occasion des manifestations auxquelles ils avaient appelé et qui ont eu lieu hier, honte à eux ! Ils confirment ainsi tout le mal que l'on pense d'eux et du mouvement ouvrier dégénéré et dont seuls ils portent la responsabilité. Voici un article de l'AFP qui était mes propos, si nécessaire.

- Près d'un millier de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Paris, Marseille, Lyon et Toulouse pour rendre hommage à l'opposant tunisien assassiné mercredi devant son domicile à Tunis, Chokri Belaïd, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les 400 manifestant parisiens ont défilé au rythme de slogans tels que "*Liberté, démocratie, à bas la terreur, à bas la barbarie*", ou encore "*Ghannouchi assassin*", à l'intention du chef d'Ennahda, le parti islamiste au pouvoir à Tunis, Rached Ghannouchi. Une grande banderole blanche, sur laquelle on pouvait lire en français et en arabe "*nous sommes tous Chokri Belaïd, non aux assassinats politiques*", ouvrait le cortège qui s'est rendu de Barbès à la place de Clichy (18e).

A Marseille, Toulouse et Lyon, des cortèges de 150 à 200 personnes ont défilé, brandissant drapeaux tunisiens, photos et pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*vive la Tunisie laïque*" ou encore "*en deuil pour ma Tunisie*".

Scandant "*Non à l'intégrisme*" et "*Tunisiens debout, jamais à genoux*", les quelque 200 manifestants marseillais se sont regroupés derrière deux banderoles clamant "*tous unis pour une Tunisie libre démocratique*" et "*le peuple tunisien n'abdiquera pas*".

A Lyon, les manifestants étaient regroupés autour d'un grand panneau proclamant, à côté de sa photo, "*vous avez assassiné Chokri, nous sommes tous des Chokri*".

"*Nous sommes un peuple de Musulmans tolérants qui n'a rien à voir avec les traditions djihadistes*", a déclaré dans une prise de parole Ridha Smaoui du Front Populaire tunisien (Rhône-Alpes), applaudi par les manifestants.

"C'est un acte de gens aux abois qui n'ont rien à proposer pour sortir le pays de la crise, mais nous ferons tout pour démasquer les assassins et nous jurons de rester mobilisés", a-t-il ajouté, aussitôt repris en arabe par des manifestants scandant "Chokri soit tranquille on continuera la lutte".

A Toulouse, environ 150 personnes se sont rassemblées place du Capitole, en plein cœur de la ville rose, avant de se rendre devant le consulat de Tunisie.

De nombreuses photos de l'opposant assassiné étaient visibles dans le cortège. *"Il n'est pas mort sous la dictature de Ben Ali, il est mort assassiné sous la démocratie de la troïka"*, pouvait-on lire sur une affichette portée par une manifestante. AFP 09.02 Quelques centaines de manifestants en comprenant les travailleurs tunisiens qui y ont participé, alors que le PCF, le NPA, LO, et le PG comptent à eux tous plus de 100.000 adhérents, les faits parlent d'eux-mêmes, ces partis sont vraiment en dessous de tout. On défend le régime en place à Paris et à Tunis comme on peut.

Savez-vous pourquoi ils n'ont pas mobilisé leurs troupes ? Parce qu'ils sont décomposés, c'est une explication mais elle est insuffisante, il y a une raison politique à cela. Plus loin je reproduis un extrait de la charte du Parti populaire de Chokri Belaïd. En le lisant vous comprendrez immédiatement, car son contenu et l'engagement sur le terrain de ce parti de combattre sur son programme au lieu de se contenter de paroles en l'air, est en contradiction avec la politique mise en oeuvre par ces partis. Avant d'y venir une précision, un courriel reçu et deux articles de presse.

Avant-hier plus d'un million de Tunisiens ont rendu hommage à Chokri Belaïd, selon le ministère de l'Intérieur tunisien qui a avancé le chiffre d'1,4 million de manifestants. Hier le parti islamiste Ennahda n'a pu mobiliser que quelques milliers de Tunisiens, cela donne une idée assez précise du rapport de forces qui existe en Tunisie entre ceux qui ont participé à la révolution pour obtenir une société meilleure et plus juste, et les forces de la réaction qui ont réalisé un hold-up sur le pouvoir au lendemain de la chute de Ben Ali, parti islamiste ultra minoritaire dans le pays, quasiment inexistant il y a deux ans, financé et porté au pouvoir par les impérialistes français et américains ainsi que le Qatar, les véritables assassins de Chokri Belaïd.

- Le parti islamiste Ennahda au pouvoir en Tunisie était en proie à une crise ouverte avec la menace samedi du Premier ministre Hamadi Jebali de démissionner à défaut de pouvoir former un gouvernement apolitique après l'assassinat de l'opposant de gauche Chokri Belaïd.

Cette annonce est survenue au moment où plus de 3.000 personnes manifestaient à Tunis à l'appel d'Ennahda pour désavouer M. Jebali, numéro deux du parti, qui avait exprimé dès mercredi, jour du meurtre, son souhait d'un tel cabinet refusé par la direction du parti.

"Je présenterai l'équipe au plus tard au milieu de la semaine prochaine. Si elle est acceptée je continuerai à assumer mes fonctions, à défaut, je demanderai au président de chercher un autre candidat pour former un nouveau cabinet", a dit M. Jebali à des médias tunisiens.

Il a ensuite souligné à l'antenne de la chaîne France 24 que *"tous les ministres seront des indépendants, y compris à l'Intérieur, la Justice et aux Affaires étrangères"*, alors qu'Ennahda refuse de renoncer à ces ministères clés.

Le Premier ministre a souligné que son initiative visait à empêcher que le pays *"bascule dans le chaos et l'irrationnel"*, avant de lancer à ses détracteurs: *"Quelle alternative? La loi de la jungle?"*.

C'est la première fois que M. Jebali évoque sa démission. Les divisions au sein du parti opposent les modérés dont il fait partie et une frange radicale rangée derrière le chef Rached Ghannouchi.

Faute de compromis sur la nature du futur régime, l'élaboration de la nouvelle Constitution par l'ANC est paralysée.

Ces remous s'ajoutent à la multiplication des conflits sociaux en raison du chômage et de la misère, deux facteurs clés de la révolution de 2011 qui a renversé Zine Al Abidine Ben Ali. Sans oublier l'essor des groupuscules jihadistes responsables d'attaques sanglantes, dont celle contre l'ambassade américaine en septembre.

Signe que les autorités redoutent de nouveaux débordements, l'armée a été déployée samedi, la Tunisie vivant sous le régime de l'état d'urgence depuis 2011.

Le parti islamiste a nié toute responsabilité dans l'assassinat de l'opposant, alors que des milices pro-pouvoir, la Ligue de protection de la révolution, sont accusées d'attaquer opposants et militants syndicaux. AFP 09.02

Je n'ai pas voulu reproduire un passage de cet article de l'AFP pour qu'il ne soit pas noyé dans cette masse d'informations, à savoir que selon l'AFP avant-hier seulement "*plusieurs dizaines de milliers de personnes*" se seraient mobiliser à la fois pour rendre hommage à Chokri Belaïd et exprimer leur soutien à la révolution qui n'est pas achevée, ce qui manifestement ne correspond pas à la réalité, ce qui se comprend puisque l'AFP est la voix de la pensée unique, du régime en place à Paris notamment.

Le second article relatant la situation hier soir à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011

- Des manifestants ont incendié dans la nuit de vendredi à samedi les locaux de mouvements islamistes près de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, alors que la Tunisie est plongée dans la tourmente après le meurtre d'un opposant.

Les manifestants ont mis le feu au siège du parti au pouvoir Ennahda et à celui d'une ONG islamiste dans la ville de Souk Jedid, à 17 km de Sidi Bouzid. Ils ont aussi incendié trois bureaux du siège de l'administration du district, ont indiqué des témoins à l'AFP. Des heurts ont aussi opposé dans la nuit à Sidi Bouzid même la police et un groupe de jeunes qui ont tenté de s'introduire dans un dépôt de la douane, a constaté un journaliste de l'AFP. Par ailleurs, par mesure de précaution, Ennahda a évacué les locaux du parti à Sidi Bouzid. LePoint.fr 09.02

Précision.

Personnellement j'ai laissé filer l'info annonçant son assassinat dont j'avais pris connaissance le 6 très tard dans la soirée puis le lendemain matin à 9h, pourquoi je n'en sais rien, en réalité j'avais téléchargé ces articles sans les lire me destinant à les traiter plus tard, c'est en vérifiant ce matin dans le dossier où sont stockés dans le disque dur les articles de février que j'ai découvert cette erreur totalement involontaire de ma part.

Il faut dire que depuis que mon épouse est là, je vis un cauchemar au quotidien, c'est devenu invivable chez moi, si j'avais été plus jeune et dans une autre situation je l'aurais quitté immédiatement et ma décision aurait été irrévocable. Je ne cherche pas une excuse à cette erreur, j'explique dans quelle condition elle s'est produite. Je pourrais ajouter que le carter gauche de l'unité centrale de mon ordinateur est en permanence ouvert car j'ai régulièrement des problèmes, sans parler de ma connexion Internet qui recommence à se bloquer tous les matins et tous les soirs, c'est systématique avec Mozilla, un peu moins avec Explorer, quand le trafic est le plus dense et évidemment quand je télécharge les articles de presse, ce qui fait qu'au lieu d'y passer 1h15 à 1h30

j'y passe plus de 2h et le boulot de la journée ne fait que commencer, je suis déjà épuisé, je tiens le coup au café et à la clope.

Et puis à force de vouloir en faire toujours plus, il arrive un moment où on fait des conneries. J'en fais toujours plus parce que j'ai conscience que certaines infos que je mets en ligne ne seront traitées par aucun média ou parti, par exemple, avez-vous entendu parler du survol de grandes villes en Israël par une dizaine d'avions de l'armée de l'air syrienne, évidemment que non, ni l'AFP, ni Reuters ne l'ont relayée, donc la totalité des médias l'ont ignorée et les partis aussi.

Bon, je me suis rattrapé le 8, c'est l'essentiel.

Un message reçu du parti de Chokri Belaïd, le Front Populaire

"Merci cher camarade pour votre sollicitude.

Vive la lutte du peuple tunisien.

Amitiés"

Ghannouchi a pris la poudre d'escampette.

Une autre info que vous ne lirez nulle part ailleurs, j'ai été la chercher en Iran. Quelle horreur s'écriront nos misérables procureurs pourris par leur dogmatisme et qui se font volontiers les complices de nos bourreaux.

- Rached Ghannouchi a pris un vol de Tunisair, à 14h35, de l'aéroport Tunis-Carthage, en direction de Londres. Il a atterri à l'aéroport de Londres Heathrow, à 16h50. Sa propriété londonienne a été placée sous haute protection policière par la police britannique. french.irib.ir 07.02

Extraits. Projet de la charte politique du Front Populaire - 26 septembre 2012

1. La question nationale et démocratique :

L'édification d'un régime républicain, civil et démocratique, qui soit au service du peuple et qui

réalise une indépendance effective du pays ;

se fonde sur le principe de la souveraineté du peuple, laquelle apparaît dans l'élection de toutes les institutions du pouvoir au niveau national, régional et local, avec la possibilité de les contrôler, de leur demander des comptes et, éventuellement, de les destituer ;

repose sur la séparation des pouvoirs et la nécessité de leur équilibre ;

assure l'indépendance de l'autorité judiciaire selon les critères internationalement reconnus ;

garantit la neutralité de l'État à l'égard des partis et des forces politiques ainsi que sa gestion démocratique ;

garantit les libertés publiques et individuelles et notamment la liberté de pensée, de création et d'expression, ainsi que celle de la presse, de l'information et de la diffusion ; de même que la liberté

de s'organiser, de circuler, de protester, de manifester et de faire grève ; il garantit aussi bien les conditions matérielles de leur exercice ;

réalise l'égalité totale et effective entre l'homme et la femme et reconnaît l'égalité des chances entre eux dans tous les domaines et les lieux et protège les acquis de la femme ; il consolide et promeut le Code du statut personnel et combat toutes les formes de discrimination et de violence physique et morale à son encontre ;

établit une séparation entre le religieux et le politique et garantit la liberté de conscience et la liberté de culte et de sa pratique, et combat toute forme d'instrumentalisation politique de la religion, des lieux de culte, des institutions religieuses, éducatives et culturelles, ainsi que les institutions du travail social, et leur exploitation à des fins sectaires ou partisanses ;

mène une politique étrangère indépendante et nationale, reposant sur le soutien à la résistance nationale en Palestine, en Irak et au Liban, ainsi que le soutien à tous les mouvements de libération nationale et d'émancipation sociale dans la patrie arabe et le monde, de même que le soutien aux révolutions arabes et la lutte contre toute intervention étrangère qui les menace, la criminalisation de toutes les formes de normalisation des relations avec l'entité sioniste et les mouvements racistes ; il œuvre à la réalisation de l'unité arabe sur la base des principes de liberté, d'égalité, de dignité, de démocratie et de justice sociale.

2. La question économique et sociale :

L'édification d'une économie nationale, indépendante, équilibrée et cohérente, qui assure la souveraineté du peuple sur les richesses du pays, garantisse une croissance effective pour toutes les régions et repose sur une distribution juste des richesses de façon à satisfaire les besoins fondamentaux du peuple dans les domaines matériel et moral ; ce qui suppose les procédures suivantes :

la révision des accords préjudiciables aux intérêts du pays et à son indépendance,

la nationalisation des secteurs stratégiques et la garantie de leur gestion démocratique et efficace,

la nationalisation des entreprises confisquées et l'interdiction de leur cession au capital étranger,

la promotion d'une industrie nationale qui soit en rapport avec les besoins du pays, ses compétences et ses capacités,

l'annulation de la dette sur la base d'une étude minutieuse des prêts engagés par la dictature déchuë,

l'instauration d'un système fiscal juste et transparent,

une réforme agraire au profit des paysans pauvres et des petits paysans,

la garantie des droits fondamentaux à un travail digne, à un logement décent, à l'éducation publique gratuite et de qualité, ainsi qu'aux soins gratuits,

la garantie de la liberté syndicale et du droit de grève,

la garantie du droit de tout citoyen et des générations futures à un milieu équilibré et sain et à un environnement favorable à la santé et exempt de déchets, ainsi que la lutte contre la pollution et la concentration des efforts sur les énergies renouvelables qui ne soient pas nocives aux êtres vivants.

3. La question culturelle et éducative :

la garantie de la liberté de création sous toutes ses formes artistique, culturelle, intellectuelle et scientifique et l'assurance des cadres et des formes qui lui sont adéquats

l'instauration d'une culture nationale ouverte sur les autres cultures, qui soit également avantageuse à tous les citoyens sans discrimination de groupes ou de régions

la garantie des libertés académiques et la promotion des institutions de recherche scientifique avec l'assurance de leur indépendance

l'instauration d'un système d'enseignement démocratique, populaire et unifié

la garantie de la suprématie de la langue arabe, sa protection et sa promotion, ainsi que la garantie de son usage dans l'enseignement, sur les plans officiel et administratif, tout en s'ouvrant sur les autres langues

œuvrer à l'enracinement de notre peuple dans son identité nationale qui s'est formée à travers un processus historique long et varié, qui s'est enrichie et développée continuellement dans une interaction fructueuse de ses éléments civilisationnels arabo-islamiques éclairés et des acquis du progrès de l'humanité ; le combat contre toute tentative de remise en cause de son appartenance nationale, patriotique et civilisationnelle, ainsi que contre les formes de domination culturelle et tous les genres de fanatisme et d'intolérance

œuvrer à la diffusion des valeurs de la raison, des Lumières et du progrès, ainsi que des valeurs de la citoyenneté et des droits de l'homme

œuvrer à dépasser l'individualisme et promouvoir des valeurs et des rapports sociaux de solidarité au sein du peuple.

Les signataires de ce document considèrent que le principal objectif du Front est d'achever le processus révolutionnaire et d'instaurer le pouvoir du peuple à travers toutes les formes de lutte possibles, y compris les élections. Ils affirment leur disposition à réagir positivement à toutes les initiatives nationales et populaires qui s'accordent avec les orientations et les tâches du Front. Fin.

Il faut ajouter que le Front populaire s'est engagé à rompre avec le FMI et l'UE, ce qui ne figure pas au programme du Front de gauche en France.